

FRANCE

« Mégabassines » : la straté



Allumer le feu. Julien Le Guet, porte-parole de l'association Bassines non merci!, avec des élus et des membres du collectif Les Soulèvements de la Terre, le 25 mars, à Sainte-Soline.

« **Léninisme écologique** ». Les Soulèvements de la Terre, que Gérard Darmanin veut dissoudre, séduit les « modérés ».

PAR GÉRALDINE WOESSNER,
AVEC ERWAN SEZNEC

Scène surréaliste, lundi 27 mars, sur la première chaîne de radio publique. Invité à commenter, sur France Inter, la mobilisation contre les « mégabassines » ayant quasiment tourné à l'émeute à Sainte-Soline, laissant sur le carreau des dizaines de gendarmes, agressés à coups de barres de fer, de tirs de mortier et de cocktails Molotov, le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, se trouve sommé de répondre, en direct, à l'un des organisateurs du mouvement, protégé par un pseudonyme. Introduit par les présentateurs – qu'il appelle par leurs prénoms –, le porte-parole du grou-

puscule Les Soulèvements de la Terre éructe : « *Qu'on ne fasse pas diversion avec de prétendues battes de base-ball, c'est n'importe quoi ce que raconte le ministre!* » – avant de dérouler son argumentaire, ponctué de contre-vérités. « *L'agro-industrie* » voudrait « *accaparer l'eau, un bien commun* » – en réalité, les 450 agriculteurs concernés par le projet sont à la tête d'exploitations familiales de 80 hectares en moyenne, certaines en bio. « *Les retenues ne bénéficieront qu'à 6 % des agriculteurs* » – en fait, 25 % des exploitants du bassin concerné, celui de Sèvre-Mignon. Cette eau sera gaspillée pour faire pousser « *du maïs industriel* » exporté – quand les surfaces de maïs, divisées par deux en dix ans, servent essentiellement à

Bilan

Le 28 mars, le parquet de Niort faisait état de 47 gendarmes blessés et de sept manifestants secourus, auxquels s'ajoutent des personnes s'étant spontanément présentées dans les centres hospitaliers d'autres départements, sans décompte précis.

l'alimentation locale du bétail... Dans un silence pesant, les journalistes laissent le ministre assurer seul sa « défense ». Des blessés du week-end, dont l'un est encore en état d'urgence absolue, il est à peine question. Au même moment, sur RTL, la députée Insoumise Clémence Guetté refuse de condamner les violences, déplorant que « *la réaction des forces de l'ordre* » ait terni une manifestation décrite comme majoritairement « *pacifique* ». Surprenante inversion des valeurs, et des faits, qui illustre l'extraordinaire tour de force réalisé par les militants antibassines, parvenus à imposer dans le débat public un argumentaire caricatural à souhait, en une période record.

La prouesse force l'admiration des élus LFI et EELV, qui se bousculent aujourd'hui aux actions de sabotage organisées en mode show-biz par cette poignée de militants déterminés, sous l'œil des caméras. La « guerre de l'eau » ? Ils n'en

BENJAMIN GUILLOT-NOUEIX/HANS LUCAS VIA AFP

gie du coup de force

avaient jamais entendu parler avant qu'un gars du coin, batelier et ancien fabricant de yourtes, ne leur rende visite à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, en juillet 2019. Julien Le Guet, un original qui promène sa barque dans le Marais poitevin et «*vi[ft] de minima sociaux*», dira-t-il au *Point*, est désespéré : depuis des années, il tente de s'opposer au projet visant à construire 16 retenues de substitution.

Zadistes. L'idée part pourtant d'une bonne intention : les pompes excessives ont sérieusement abîmé la nappe phréatique dans cette plaine calcaire, et le plan vise à les réduire de 70% pendant les mois les plus chauds. En décembre 2018, après des années de concertation, un accord est signé entre toutes les parties – ONG environnementales, agriculteurs, collectivités... En contrepartie du creusement des retenues, qui ne seront alimentées par pompage, l'hiver, que quand la nappe déborde ou dépasse un certain seuil, les agriculteurs s'engagent à réformer profondément leurs pratiques... Mais Julien Le Guet reste contre, et son association Bassines non merci ! ne décolle pas. Les zadistes, en quête d'un nouveau front après l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, assis sur un pactole de 758 000 euros (au 31 décembre 2020) accumulés dans leur fonds de dotation, lui tombent littéralement dans les bras.

En janvier 2021, le collectif Les Soulèvements de la Terre est créé, sur le site de l'ancienne ZAD. Son but, pompeusement exprimé : «*Arracher des terres à l'exploitation capitaliste*.» La destruction des «*bassines*» sera sa première grande

cause. Et ses membres ont une stratégie, directement inspirée du militant suédois Andreas Malm, véritable star des milieux radicaux. Adeptes des actions coup de poing «*pour abattre le système capitaliste*», l'universitaire «*a théorisé le fait qu'il faut un front violent pour permettre aux non-violents de faire avancer leurs idées*», décrypte Olivier Vial, chargé des radicalités au Ceru, le laboratoire d'idées universitaire. Malm cite volontiers l'exemple de Martin Luther King – le modéré –, avec qui les pouvoirs publics ont été obligés de négocier sous la pression entretenue par Malcolm X – le radical. «*En désignant le capital comme le véritable responsable de la catastrophe écologique, Malm a offert les bases théoriques d'une réelle convergence des luttes, qui peuvent s'unir pour combattre le système productif des pays occidentaux et imposer la décroissance*», analyse le chercheur. Et la violence fédère un large panel de militants «*décroissants*», d'EELV à la Nupes, en passant par Attac ou la Confédération paysanne : «*Les radicaux vont porter la crise jusqu'à un point de rupture, tandis que les modérés y proposeront une issue*.» Des universitaires, engagés dans un courant de déconstruction particulièrement prégnant en France, renforcent le discours.

En une poignée de semaines, le mouvement a son réseau, ses agriculteurs, ses «*experts*» de l'eau... Et sa stratégie est en place. Ses premières actions, ciblant ouvertement la destruction des biens, attirent l'attention des médias. «*Les Soulèvements recrutent en donnant une dimension politique et nationale au moindre conflit local*», analyse une source proche des renseignements. «*Un noyau dur d'une cin-*



Propagande

Convaincu qu'un front violent permettra de faire avancer ses idées, le collectif Les Soulèvements de la Terre appelle à multiplier les actions coup de poing. Le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, a promis d'engager sa dissolution.



Andreas Malm, universitaire suédois, théoricien de la «*pensée incendiaire*».

quantaine de personnes mène une sorte de *djihad* climatique, mais il fédère des centaines de jeunes perméables aux discours anticapitalistes. » L'issue tragique de la manifestation du 25 mars, mettant en scène un millier d'activistes déterminés à détruire les bassines, était connue depuis des mois. «*Dans leur récit, les Soulèvements de la Terre doivent construire une cible qui sera suffisamment simple, identifiable et menaçante, pour pouvoir attirer des casseurs qui viendront de toute l'Europe*, décrypte la même source. *L'affreux agro-industriel qui accapare l'eau du peuple, c'est ridicule, mais c'est efficace.* »

Terrorisme soft. Martelés dans les médias par une myriade d'acteurs plus ou moins modérés, ces éléments de langage «*imprègnent le débat public et préparent l'opinion aux actions violentes, à l'égard desquelles elle devient de plus en plus tolérante*». La diabolisation du camp adverse permet aussi de censurer toute opinion contraire – quel salaud oserait, publiquement, défendre le diable ?

Et si les autorités ne plient pas, ce «*terrorisme soft*» a d'autres vertus, exposées par les membres des Soulèvements de la Terre au cours d'une conférence, à Paris le 27 mars, avec Andreas Malm. «*Il ne reste plus beaucoup d'assureurs pour assurer les bassines, et le coût de sécurisation est tel que le prix de l'eau au mètre cube ne sera même plus rentable*», s'est congratulé un membre du collectif devant quelque 150 jeunes militants. Andreas Malm, lui, évoquait déjà l'avenir, pressant son auditoire d'attiser les passions : «*Il y a chez les Français des réserves de colère, d'angoisse et de peur par rapport au changement climatique. L'enjeu est de traduire cette angoisse en colère politique.* » Pour servir un «*léninisme écologique*», rêve-t-il, qui fait déjà se pâmer une partie de la gauche et des médias français ■

«**L'enjeu est de traduire l'angoisse par rapport au changement climatique en colère politique.**» A. Malm

Le Point 2643 | 30 mars 2023 | 33